

EN PARALLÈLE DES NÉGOCIATIONS USA-IRAN

Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite

par Thierry Meyssan

La réponse de Tel-Aviv et de Riyad aux négociations entre les États-Unis et l'Iran se situe dans le prolongement du financement de la guerre contre Gaza en 2008 par l'Arabie saoudite : l'alliance d'un État colonial et d'une monarchie obscurantiste. Alors que le Proche-Orient s'apprête à vivre un changement pour dix ans de ses règles du jeu, Thierry Meyssan dévoile ici le contenu des négociations secrètes entre Tel-Aviv et Riyad.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 22 JUIN 2015

ESPAÑOL РУССКИЙ فارسی ITALIANO DEUTSCH PORTUGUÊS



D'aucun, au Moyen-Orient, a conscience que les accords secrets qui devraient être signés le 30 juin prochain —en marge de l'accord multilatéral sur le nucléaire— par Washington et Téhéran vont probablement fixer les règles du jeu pour les dix années à venir.

Ces accords interviennent alors que les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial de pétrole, devant l'Arabie saoudite et la Russie. Ils n'ont donc plus besoin pour eux-mêmes du pétrole moyen-

oriental et ne s'y intéressent que pour maintenir le marché mondial en dollars.

En outre, Washington a débuté un repositionnement de ses troupes, d'Europe occidentale et du Moyen-Orient vers l'Extrême-Orient. Ceci ne signifie pas qu'il abandonne ces régions, mais qu'il souhaite assurer autrement leur sécurité.

Israël

Selon nos informations, depuis 17 mois (c'est-à-dire depuis l'annonce des négociations entre Washington et Téhéran qui durent, elles, depuis 27 mois), Tel-Aviv mène des négociations secrètes avec l'Arabie saoudite. Des délégations à très haut niveau se sont rencontrées cinq fois en Inde, en Italie et en Tchéquie.

La coopération entre Tel-Aviv et Riyad s'inscrit dans le plan états-unien de création d'une « Force arabe commune », sous les auspices de la Ligue arabe, mais sous commandement israélien. Celle-ci est déjà effective au Yémen où des soldats israéliens pilotent des bombardiers saoudiens dans le cadre d'une Coalition arabe dont le quartier général a été installé par les Israéliens au Somaliland, un État non-reconnu situé de l'autre côté du détroit de Bab el-Mandeb [1].

Cependant, Riyad n'entend pas officialiser cette coopération tant que Tel-Aviv refusera l'initiative de paix arabe, présentée à la Ligue arabe en 2002 par le prince Abdullah avant qu'il ne devienne roi [2].

Israël et l'Arabie saoudite sont tombés d'accord sur plusieurs objectifs.

Au plan politique :

- ▶ « Démocratiser » les États du Golfe, c'est-à-dire associer les peuples à la gestion de leurs pays tout en affirmant l'intangibilité de la monarchie et du mode de vie wahhabite ;
- ▶ Changer le système politique en Iran (et non plus faire la guerre à l'Iran) ;
- ▶ Créer un Kurdistan indépendant de manière à affaiblir l'Iran, la Turquie (pourtant longtemps un allié d'Israël) et l'Irak (mais pas la Syrie, qui est déjà durablement affaiblie).

Au plan économique :

- ▶ Exploiter le champ pétrolier de Rub'al-Khali et organiser une fédération entre l'Arabie saoudite, le Yémen, voire Oman et les Émirats arabes unis ;
- ▶ Exploiter les champs pétroliers de l'Ogaden, sous contrôle éthiopien, sécuriser le port d'Aden au Yémen, et construire un pont reliant Djibouti au Yémen.

En d'autres termes, si Tel-Aviv et Riyad font « contre mauvaise fortune bon cœur » et admettent que les deux tiers de l'Irak, la Syrie et la moitié du Liban soient contrôlés par l'Iran, ils entendent :

- ▶ S'assurer que l'Iran renoncera à exporter sa révolution ;
- ▶ Contrôler le reste de la région en excluant la Turquie qui a succédé à l'Arabie saoudite dans la supervision du terrorisme international et vient de perdre en Syrie.

Palestine

La reconnaissance internationale d'un État palestinien, conformément aux accords d'Oslo et à l'initiative de paix arabe, ne sera qu'une affaire de mois après la signature des accords états-uno-iraniens.

Le gouvernement palestinien d'union nationale, qui n'a jamais fonctionné, a soudainement démissionné. Il paraît certain que le Fatah de Mahmoud Abbas sera largement soutenu par son peuple dès lors que l'État palestinien entrera aux Nations unies.

Le Hamas, qui incarnait depuis 2008 la Résistance, s'est soudainement discrédité en officialisant son appartenance aux Frères musulmans (alors que la confrérie a tenté plusieurs coups d'État en Arabie saoudite) et en prenant les armes contre le seul État de la région effectivement pro-Palestiniens, la République arabe syrienne. Aussi, pour se refaire une image, a-t-il décidé de se faire discret et de soutenir désormais plutôt des actions non-violentes.

La reconnaissance de l'État palestinien mettra fin au droit au retour des Palestiniens chassés de leurs terres, mais leur ouvrira un nouveau statut. Les États-Unis et l'Arabie saoudite investiront massivement pour développer l'économie du nouvel État.

D'ores et déjà, plusieurs candidats se pressent pour succéder à

Mahmoud Abbas (qui est âgé de 80 ans et dont le mandat a expiré en 2009). Parmi ceux-ci Mohammed Dahlan, l'ancien chef de la sécurité qui aurait organisé l'empoisonnement de Yasser Arafat et avait été contraint de quitter le pays en 2007. Après avoir travaillé pour les Émirats arabes unis, puis obtenu les nationalités monténégrine —comme l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra— et serbe, il est rentré en février en Palestine avec l'aide de ses anciens adversaires du Hamas. Devenu milliardaire, il achète sans compter combattants et voix. Un candidat plus sérieux pourrait être Marouane Barghouti, qui purge actuellement cinq peines de prison à perpétuité en Israël, et qui pourrait être libéré dans le cadre de l'accord de paix. C'est en effet la seule personnalité palestinienne non-corrumpue et ayant échappé aux tueurs du Mossad.

Arabie saoudite

Dans ce contexte, le voyage en Russie du prince Mohamad bin Salman, fils du roi Salman d'Arabie saoudite, a soulevé une vive inquiétude, une campagne de presse laissant entendre qu'il souhaitait négocier une cessation de l'aide russe à la Syrie. Il suivait d'une semaine le déplacement du directeur de l'Organisation de coopération islamique, Iyad bin Amin Madani. Il était accompagné de plusieurs ministres et d'une trentaine d'hommes d'affaire. La délégation saoudienne a participé au Forum économique de Saint-Petersbourg et le prince a été reçu par le président Vladimir Poutine.

Depuis sa création, le royaume wahhabite entretient des relations privilégiées avec les États-Unis et considère l'union soviétique, puis la Russie, comme des adversaires. Il semble que ceci soit en train de changer.

L'importance considérable des accords économiques et de coopération, qui ont été signés, initie une politique nouvelle. L'Arabie saoudite a ainsi acheté 16 centrales nucléaires, accepté de participer au programme russe de recherche spatiale, et également négocié des accords pétroliers dont les détails sont pour le moment non publiés.

Pour lever toute ambiguïté sur ce rapprochement, le président Poutine a tenu à déclarer que la Russie ne modifiait en rien son soutien à la Syrie et qu'elle aiderait à toute solution politique conforme aux vœux du peuple

syrien. Dans des interventions précédentes, il avait indiqué que ceci implique le maintien au pouvoir du président el-Assad jusqu'à la fin du septennat pour lequel il a été démocratiquement élu.

Les perdants de la redistribution des cartes

Tout laisse à penser qu'une fois les accords états-uno-iraniens signés [3], les perdants seront :

- ▶ Le peuple palestinien qui se verra privé du droit inaliénable au retour pour lequel trois générations se sont battues ;
- ▶ La Turquie qui risque de payer chèrement son rêve hégémonique, son soutien aux Frères musulmans et sa défaite en Syrie [4] ;
- ▶ La France qui s'est acharnée durant quatre ans pour rétablir ses intérêts coloniaux dans la région et qui se retrouve, en définitive, en simple position de fournisseur d'Israël et de l'Arabie saoudite [5].

Thierry Meyssan

[1] « [La Force "arabe" de Défense commune](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 20 avril 2015.

[2] « [L'Initiative de paix arabe présentée par le prince Abdullah bin Abdul-Aziz](#) », *Réseau Voltaire*, 28 mars 2002.

[3] « [Que deviendra le Proche-Orient après l'accord entre Washington et Téhéran ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2015.

[4] « [Vers la fin du système Erdoğan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 juin 2015.

[5] « [La prévisible défaite de la France au Moyen-Orient](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 juin 2015.

Source : « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 juin 2015, www.voltairenet.org/article187936.html